



Rapport

**Visite de l'honorable Noël A. Kinsella,
président du Sénat,
et d'une délégation parlementaire,
Angleterre et Pays de Galles, Royaume-Uni; Pays-Bas**

du 16 au 23 mai 2014

L'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, accompagné d'une délégation parlementaire, a effectué un voyage officiel en Angleterre et au pays de Galles (Royaume-Uni), ainsi qu'aux Pays-Bas, du 16 au 23 mai 2014.

La délégation a l'honneur de déposer son

Rapport

La délégation officielle, dirigée par le président Noël A. Kinsella, comprenait les personnes suivantes :

L'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat;

M^{me} Ann Kinsella;

L'honorable James S. Cowan, sénateur;

L'honorable David Tkachuk, sénateur (Royaume-Uni);

Le surintendant J. Greg Peters, M.V.O., huissier du Bâton noir (Royaume-Uni);

M^{me} Janelle Feldstein, chef de cabinet du président du Sénat; et

M^{me} Evelyne Côté, secrétaire de la délégation.

Objectifs du voyage – Royaume-Uni

Les principaux objectifs du voyage en Angleterre étaient les suivants :

- renforcer les relations avec Sa Majesté la reine Élisabeth II, reine du Canada, et avec la monarchie;
- présenter l'Adresse loyale à Sa Majesté la reine Élisabeth II, reine du Canada, à l'occasion de la naissance du prince George de Cambridge;
- resserrer les relations entre le Parlement du Canada et le palais de Westminster;
- discuter de questions concernant la gouvernance parlementaire et les récents changements procéduraux et administratifs;
- conférer sur des questions d'intérêt commun, comme les projets de rénovation à long terme et la sécurité de l'enceinte parlementaire;
- examiner diverses questions concernant l'Association parlementaire du Commonwealth; et
- examiner le processus de nomination à la Chambre des Lords.

Les principaux objectifs du voyage au pays de Galles étaient les suivants :

- raffermir les relations entre le Parlement du Canada et l'Assemblée nationale du pays de Galles;
- discuter de la dévolution de pouvoirs du Parlement du Royaume-Uni à l'Assemblée nationale du pays de Galles;
- promouvoir la collaboration entre les ports de conteneurs; et
- resserrer les liens économiques.

Contexte – Royaume-Uni

Le Canada et le Royaume-Uni ont la même souveraine et font partie des pays ayant les plus vieilles traditions continues de démocratie parlementaire. Leur relation est renforcée aujourd'hui par le partenariat et la coopération dans maintes instances internationales et par le fait que les deux pays ont récemment placé la sécurité et la défense parmi leurs toutes premières préoccupations. Le Canada a passé un certain nombre d'accords bilatéraux avec le Royaume-Uni dans des domaines tels que la fiscalité, la défense et la justice. Après le voyage au Royaume-Uni, deux événements importants étaient prévus : la première élection au Parlement européen (du 22 au 25 mai 2014) et le référendum sur l'indépendance de l'Écosse (18 septembre 2014).

Le voyage au Royaume-Uni a coïncidé avec le Royal Windsor Horse Show et comprenait une occasion unique de raffermir la relation continue du Parlement canadien avec la Couronne grâce à une audience avec Sa Majesté la reine Élisabeth II et à la présentation de l'Adresse loyale et à la proclamation de la naissance de Son Altesse Royale le prince George de Cambridge signée par le président du Sénat et le président de la Chambre des communes du Canada.

Réunions – Royaume-Uni

Durant leur voyage au Royaume-Uni, le président et sa délégation ont une audience avec Sa Majesté la reine Élisabeth II, reine du Canada, et ont rencontré Richard Ware, directeur du projet de restauration et de renouvellement du palais de Westminster; Paul Martin, directeur de la sécurité parlementaire; Meg Russell, professeure de politique britannique et comparée, et directrice adjointe de l'unité constitutionnelle du University College London; la très honorable baronne D'Souza, présidente de la Chambre des Lords; Lord Kakkar, président de la commission des nominations de la Chambre des Lords; William Shija, secrétaire général de l'APC; la baronne Randerson, sous-secrétaire d'État parlementaire pour le pays de Galles; l'honorable dame Rosemary Butler, présidente de l'Assemblée nationale du pays de Galles; Callum Couper, directeur du port de ABP South Wales; Andrew Tuggey, directeur exécutif et secrétaire de l'APC, Royaume-Uni; Lord Alton de Liverpool; et Gordon Campbell, haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni.

Présentation d'une adresse de félicitations à Sa Majesté la reine Elizabeth II, reine du Canada, dans les appartements d'États du château de Windsor à l'occasion de la naissance de Son Altesse Royale le prince George de Cambridge

Le président du Sénat et le président de la Chambre des communes, accompagnés de l'huissier du Bâton noir ont participé à une audience privée avec Sa Majesté la reine Élisabeth II, reine du Canada, dans les appartements d'État du château de Windsor. Après la présentation de l'Adresse loyale à la reine, Sa Majesté a invité les honorables présidents ainsi que les sénateurs Tkachuk et Cowan à visiter les écuries du Royal Mews au château de Windsor pour voir les chevaux de race canadienne offerts à la reine au fil des ans. La visite était animée par M. Terry Pendry, LVO, BEM, palefrenier royal de Sa Majesté la reine.

Les présidents et sénateurs ont ensuite déjeuné avec des membres de la Maison royale et les dirigeants du Royal Windsor Horse Show. Le président Kinsella a parlé à M. Simon Brooks-Ward, Esq. CVO, OBE, TD, afin de réitérer l'intérêt et le soutien continus du Canada à l'égard de la célébration du fait historique que la reine sera en 2015 le monarque ayant régné le plus longtemps. Le président Kinsella a invité M. Brooks-Ward à venir à Ottawa pour discuter de la participation du Canada à l'événement spécial qui se tiendra à l'occasion du Royal Windsor Horse Show en mai 2016 afin de célébrer le 90^e anniversaire de Sa Majesté la reine. Le président Kinsella a par la suite été invité à une réunion bilatérale avec Sa Majesté le Sheikh Hamad ibn Isa Al Khalifa, roi de Bahreïn, dans la suite royale de Sa Majesté au Royal Windsor Horse Show.

Sa Majesté a invité les présidents et sénateurs à être ses invités d'honneur dans la loge royale lors du spectacle de soirée du Royal Windsor Horse Show. La baronne D'Souza, CMG, PC, présidente de la Chambre des lords, était également invitée avec l'huissier du Bâton noir de la Chambre des lords pour souligner la relation déjà excellente entre les deux parlements.

Les sénateurs Tkachuk et Cowan ont par la suite été invités à rencontrer la reine et Son Altesse Royale le duc d'Édimbourg. Le sénateur Tkachuk a mentionné à la reine et au duc d'Édimbourg qu'il les a déjà rencontrés dans son enfance lors d'une visite officielle que ceux-ci avaient faite en Saskatchewan. Le sénateur Cowan a mentionné à Sa Majesté et au duc d'Édimbourg l'affection de tous les Canadiens envers leur souveraine et les a ensuite remercié au nom de sa province, la Nouvelle-Écosse.

Réunion avec M. Richard Ware, directeur du projet de restauration et de renouvellement du palais de Westminster

Le président Kinsella et le président Scheer ont rencontré M. Richard Ware, directeur du projet de restauration et de renouvellement du palais de Westminster, pour discuter des défis similaires auxquels sont actuellement confrontés le palais de Westminster et le Parlement.

M. Ware a exposé les nombreux défis du projet, notamment le fait que les travaux ont pris beaucoup de retard parce que les deux chambres et les comités doivent avoir la possibilité de se réunir à leur gré. En outre, comme le palais est l'un des sites du patrimoine mondial de l'Unesco, c'est aussi l'un des endroits les plus visités d'Angleterre et il est quasiment impossible d'y faire de gros travaux en été.

M. Ware a ensuite expliqué qu'une étude commandée en 2011 a fait ressortir trois méthodes possibles : minimiser les perturbations en permettant aux parlementaires de rester au palais, faire déménager les parlementaires durant l'exécution des travaux, ou réaliser le projet en deux étapes de façon à ne vider qu'une des deux chambres pendant qu'on y réalise les travaux, et la deuxième seulement lorsque la première est à nouveau utilisable. Les membres des deux chambres ont demandé une analyse indépendante des trois méthodes, et les résultats devraient être publiés à la fin de l'année. Comme une élection est prévue dans un avenir proche, M. Ware pense qu'on ne prendra pas de décision avant l'élection.

La délégation canadienne et M. Ware ont par la suite discuté des bienfaits à long terme de la restauration du palais puisque c'est un édifice tellement iconique.

Réunion avec M. Paul Martin, directeur de la sécurité parlementaire

M. Martin a souhaité la bienvenue au président Kinsella et au président Scheer, ainsi qu'à toute la délégation canadienne. Après avoir expliqué son rôle, il a indiqué qu'il est au service des deux présidents de manière égale et conjointe, et qu'il doit rendre des comptes à tous les deux, même s'il est officiellement employé par la Chambre des communes. Il a ajouté que son poste a été créé en 2012 parce que la Chambre des communes et la Chambre des Lords avaient alors chacune leur propre service de sécurité, et que cela posait des problèmes parce que Westminster doit pouvoir s'adresser d'une seule voix à ses interlocuteurs. M. Ware a précisé que toutes les décisions concernant la sécurité doivent être approuvées par la commission de la Chambre des communes et par un comité de la Chambre des Lords avant d'entrer en vigueur, et que le budget de la sécurité doit être approuvé par les deux présidents.

M. Ware a expliqué à la délégation que la police de Londres a un service dédié uniquement au palais de Westminster. La délégation canadienne a brièvement évoqué le débat actuellement en cours au Sénat sur la question d'avoir un service armé.

Réunion avec M^{me} Meg Russell, professeure de politique britannique et comparée, et directrice adjointe de l'unité constitutionnelle, du University College London

M^{me} Russell a parlé de son récent ouvrage sur la Chambre des Lords, deuxième chambre du Parlement de Westminster occupant une place centrale dans le système politique britannique. Le livre présente le premier portrait détaillé de la Chambre des Lords depuis 1999 et explique en détail qui siège à la Chambre des Lords, comment fonctionne la chambre, qu'est-ce que le bicamérisme et quelle est son incidence sur la politique et le Parlement en Grande-Bretagne. M^{me} Russell a souligné que la Chambre des Lords et le Sénat du Canada sont deux systèmes démocratiques tout à fait particuliers dans le contexte mondial.

Après qu'un changement historique s'est produit en 1999 lorsqu'on a retiré de la Chambre des Lords la plupart de ses membres héréditaires, le rôle des Lords dans le processus d'élaboration des politiques s'est accru. M^{me} Russell et le président ont ensuite discuté des parallèles structurels existant entre la Chambre des Lords et le Sénat du Canada. M^{me} Russell a mentionné que le travail des comités de la Chambre des Lords est apprécié et contribue à la manière dont celle-ci est perçue. Le sénateur Tkachuk a évoqué les excellentes études qui ont été réalisées par le Sénat du Canada dans des domaines tels que la santé mentale et le système de santé.

Le président Kinsella a signalé que les sénateurs canadiens participent au caucus national. Il a souligné la dualité linguistique du Canada et la manière dont cela produit parfois des coalitions intéressantes au-delà des lignes de partis. Le sénateur Cowan a souligné le fait que, dans ses décisions, la Cour suprême du Canada mentionne plus fréquemment les débats du Sénat que ceux de la Chambre des communes.

Réunion avec la très honorable baronne D'Souza, présidente de la Chambre des Lords

La baronne D'Souza a accueilli la délégation et remercié le président Kinsella de l'avoir gracieusement invitée dans la loge royale de Sa Majesté la reine au Royal Windsor Horse Show. Cette initiative a rehaussé la coopération parlementaire déjà excellente et solide entre le Parlement du Royaume-Uni et le Sénat du Canada. La baronne a félicité le Canada de son appui indéfectible à Sa Majesté la reine et à la monarchie. Le président a mentionné l'importance d'établir des liens solides entre les assemblées législatives nationales comme celles du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Canada, qui comprennent une deuxième chambre selon le modèle de Westminster. Il a parlé positivement des relations entre le Canada et le Royaume-Uni, et a suggéré la tenue d'une réunion officielle des trois chambres hautes pour discuter des réformes en cours et futures. Il a dit qu'une telle réunion permettrait de discuter librement de l'histoire commune et des défis, et favoriserait une meilleure compréhension du bicamérisme dans le contexte contemporain.

À la fin de la réunion, le président Kinsella s'est engagé à faciliter les discussions à ce sujet et à fixer les détails d'un tel forum interparlementaire sur le bicamérisme.

Réunion avec Lord Kakkar, président de la commission de nomination de la Chambre des Lords

Après avoir remercié Lord Kakkar d'avoir accepté de rencontrer la délégation, le président Kinsella a exposé les raisons pourquoi la délégation souhaitait en savoir plus sur la commission des nominations des Lords. Lord Kakkar a expliqué que la commission des nominations de la Chambre des Lords a été créée en mai 2000 dans le but de conseiller le premier ministre dans le cadre d'une étape intermédiaire vers la réforme de la Chambre des lords.

Il a indiqué que la principale fonction de la commission est d'évaluer attentivement les candidatures selon des critères tels que le mérite, la contribution, les dons politiques et ce que la personne envisagée apporterait à la Chambre des Lords si elle était nommée. Il a ajouté que tous les candidats font l'objet d'une vérification de sécurité. Lord Kakkar a indiqué qu'il n'y a aucune négociation : si la commission rejette un candidat, le rejet est définitif et celui-ci ne sera pas nommé par le premier-ministre. Il a précisé que les personnes envisagées ne sont pas interviewées et ne sont pas non plus informées du processus, à moins que ce soit par quelqu'un d'un parti politique.

La délégation canadienne a demandé quelle est la perception du public de la commission, ce à quoi Lord Kakkar a répondu que tous les partis apprécient son travail car elle a contribué à standardiser les attentes. Il a mentionné que la Chambre des Lords siège environ 150 jours par an et qu'un Lord efficace et actif devrait être présent entre 75 à 90 % des séances.

Réunion avec M. William Shija, secrétaire générale de l'APC

M. Shija a souhaité la bienvenue aux deux présidents et les a remercié de leur intérêt envers l'APC. Il a ensuite donné à la délégation canadienne un compte rendu sur la

dernière réunion du comité exécutif, en mentionnant qu'il y a eu une bonne participation et que beaucoup de travail sur le mandat aurait été fait. Il a ajouté qu'un rapport sur la réunion devrait être envoyé vers la fin juillet 2014 au comité de coordination puis au comité exécutif au Cameroun.

En réponse à une question du président Kinsella sur la prochaine élection à la présidence de l'APC, M. Shija a dit qu'une lettre serait envoyée en juin 2014 avec une date de réponse limite en août 2014. L'élection devrait se tenir le 9 octobre 2014 au Cameroun. Les participants ont alors discuté des candidats potentiels.

La délégation canadienne a ensuite soulevé la question de la vérification interne et de son échéance. Les délégués ont appris que l'APC a l'intention de lancer un appel d'offres pour choisir un cabinet de vérification. M. Shija a dit que le processus d'appel d'offres devrait être achevé vers la fin de juin 2014. Il a ajouté que le cabinet devrait faire la vérification pendant le mois de juillet et produire un rapport pour la fin du mois d'août afin de le communiquer aux membres du comité exécutif avant la conférence d'octobre au Cameroun.

Les participants ont posé quelques questions sur les droits d'adhésion et sur ce qui a été fait ou pourrait être fait pour les réduire étant donné que l'APC possède un trésor de 8 000 000 £. La délégation canadienne a demandé s'il serait possible de rendre une partie de cette somme aux membres, ce qui aurait pour effet de réduire les droits d'adhésion annuels. M. Shija a répondu que cela ne peut malheureusement pas être envisagé car la majeure partie de la somme sera consacrée à des programmes et à l'octroi d'une aide à certains pays pour leur permettre de participer aux conférences.

Réunion avec la baronne Randerson, sous-secrétaire d'État parlementaire pour le pays de Galles

La baronne Randerson et la délégation canadienne ont discuté des nombreux défis que pose la représentation territoriale à la Chambre des Lords et au Sénat du Canada. La baronne Randerson a indiqué que, même si elle occupe le poste de porte-parole de la coalition pour le pays de Galles à la Chambre des Lords, elle ne se considère pas comme la représentante du premier ministre gallois. Le président Kinsella a noté que, même si chaque sénateur au Canada est nommé pour une province particulière, celui-ci ne représente pas le gouvernement de sa province ni son premier ministre. La baronne a précisé qu'il y a environ 40 pairs gallois à la Chambre des Lords et que 15 sont très actifs. Les participants ont brièvement abordé le sujet de la commission des nominations de la Chambre des Lords, et la baronne Randerson a souligné que la commission applique des critères rigoureux mais qu'il y a cependant certains problèmes sérieux avec la nomination de candidats des partis. Le président Kinsella a expliqué certains des principes de la décision de la Cour suprême du Canada sur la réforme du Sénat et a ajouté que les sénateurs se concentrent maintenant sur ce qui pourrait être fait sur le plan interne pour moderniser le Sénat et son processus de nomination.

La baronne Randerson a ensuite parlé de la période de transition suivant les premières élections à l'Assemblée nationale du pays de Galles en 2006, et des nombreux défis causés par l'élection d'un gouvernement minoritaire. Elle a ajouté que depuis qu'il y a

un gouvernement majoritaire en place, les choses sont beaucoup plus politiques et se font plus rapidement. Elle a finalement abordé brièvement le projet de loi sur le pays de Galles déposé au parlement en mars dernier dans le but d'octroyer plus de pouvoir au gouvernement gallois et à l'Assemblée nationale du pays de Galles.

Réunion avec l'honorable dame Rosemary Butler, présidente de l'Assemblée nationale du pays de Galles

Dame Rosemary Butler a souhaité la bienvenue à la délégation et le président Kinsella a répondu en la remerciant d'accueillir la délégation canadienne. Ils ont ensuite discuté d'enseignement supérieur et de l'importance de la mobilité des jeunes. Le président a expliqué l'importance des échanges d'étudiants et de jeunes, à la fois pour les participants et pour leur pays d'origine, et il a exprimé certaines préoccupations sur le fait que seulement 3 % des étudiants canadiens profitent de l'opportunité d'aller étudier à l'étranger pendant leurs études, en partie à cause que la plupart n'ont pas les moyens de payer les droits de scolarité internationaux. La présidente a répondu que c'est tout le contraire au pays de Galles, qui perd ses étudiants au profit de l'Angleterre, des Pays-Bas, de l'Islande et d'autres pays de l'Union européenne. Le président a alors déclaré que des dispositions devraient être prises pour permettre aux étudiants de n'avoir à payer que leurs frais de scolarité ordinaires pendant leurs études dans d'autres pays.

La présidente a informé la délégation que la ville de Cardiff fait depuis quelques années l'objet d'une « renaissance » qui fait qu'on y a désormais le sentiment de se trouver dans une vraie ville européenne. Elle a ajouté que cela résulte d'aménagements privés réalisés dans la zone portuaire. Le président s'est dit intéressé à discuter de la Porte de l'Atlantique et de l'industrie de la construction navale au pays de Galles, ce à quoi la présidente a répondu que c'est le *Associated British Ports* (ABP) qui gère le port.

Une fois la réunion terminée, la présidente a invité les participants à un déjeuner, ce qui a permis à la délégation de rencontrer les membres de la commission qui se rendront à Ottawa en octobre 2014 pour une séance de travail. À la fin du déjeuner, le président Kinsella a brièvement parlé du Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires organisé par le Parlement du Canada, et a remis une lettre d'invitation à la présidente.

Réunion avec M. Callum Couper, gestionnaire du port d'ABP South Wales

Le président Kinsella a ouvert la réunion en remerciant M. Couper de prendre le temps de rencontrer la délégation. Il a par lui suite élaboré sur les nombreux avantages de l'utilisation de ports canadiens pour accéder à l'Amérique du Nord lors de la livraison de marchandise, en précisant que le réseau ferroviaire canadien permet le transport de celle-ci sur tout le continent américain.

M. Couper a mentionné qu'ABP importait autrefois du bois d'œuvre canadien mais que l'entrée en vigueur de l'Union européenne a changé la dynamique de nombreuses industries, dont celle du bois d'œuvre. Il a ensuite expliqué qu'ABP South Wales se concentre essentiellement sur le transport de marchandises entre le Royaume-Uni et

l'Irlande. Il a ajouté que la crise financière mondiale de 2009 a eu une énorme incidence sur ABP, que l'entreprise cherche toujours activement de nouvelles occasions d'affaires, et qu'elle souhaite vivement forger de nouvelles relations commerciales. Il a ensuite dit qu'ABP est prête à investir dans des installations et des services de manutention si elle est certaine d'obtenir un rendement de son investissement.

M. Couper s'est dit est heureux d'avoir obtenu de nouvelles informations sur les ports de Halifax et de Saint John's et qu'il ferait rapport de ces discussions avec plaisir puisque qu'ABP est toujours à la recherche de nouvelles occasions d'affaires. Le président le remercie de son accueil.

Réunion avec M. Andrew Tuggey, directeur exécutif et secrétaire de l'APC Royaume Uni

Le président Kinsella a remercié M. Tuggey d'avoir accepté de rencontrer la délégation canadienne à si court préavis. Il a ensuite partagé avec M. Tuggey les thèmes de discussion abordés lors de la réunion avec le secrétaire général de l'APC et de la réunion avec la présidente de la Chambre des Lords au sujet du rapport de vérification interne, du mandat, et du fonds de fiducie de 8 000 000 £ (toutes les personnes présentes ont convenus que le vérificateur devrait se pencher sur le fonds de fiducie).

Les participants ont ensuite brièvement discuté de la situation concernant le trésorier actuel et son contentieux juridique au Swaziland, et de l'incidence que cela peut avoir sur la réputation de l'association. M. Tuggey a dit que plusieurs croient que le trésorier devrait démissionner mais que celui-ci ne le veut pas car il n'estime pas que cela menace la réputation de l'organisation. M. Tuggey a mentionné que le poste de trésorier de l'APC, tout comme le poste de président, serait bientôt vacant puisque son mandat s'achève dans les prochains mois. Il a expliqué que le comité exécutif actuel se réunira avant la conférence annuelle au Cameroun pour élire un trésorier et que la nomination sera soumise à la ratification de l'assemblée générale.

La délégation canadienne a informé M. Tuggey que le Canada songeait à présenter un candidat à la présidence lors de la prochaine élection, étant donné que cela fait plus de 10 ans que le Canada, l'Australie ou les pays du Pacifique n'ont pas occupé de poste de leadership. M. Tuggey a répondu que les pays africains ont généralement tendance à voter en bloc, qu'ils constituent la plus grande région et celle où se tiendra la conférence, ce qui l'amena à recommander que ce candidat se trouve un champion en Afrique, potentiellement le Ghana. Il a ensuite recommandé que le Canada fasse tout son possible pour convaincre les instances régionales à envoyer des délégués au Cameroun pour le vote.

Objectifs du voyage – Pays-Bas

Les objectifs du voyage étaient les suivants :

- raffermir les relations entre le Canada et les Pays-Bas;
- discuter de questions concernant la gouvernance parlementaire, et souligner l'importance de la diplomatie parlementaire;

- discuter du rôle important des organisations parlementaires telles que l'Union interparlementaire (UIP) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE);
- discuter de l'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-Union européenne;
- stimuler la collaboration entre les ports de conteneurs;
- faire la promotion du potentiel de la Porte de l'Atlantique;
- souligner l'importance des droits humains;
- promouvoir les échanges éducatifs; et
- mettre en exergue les œuvres d'art autochtones.

Contexte – Pays-Bas

Le Royaume des Pays-Bas est un État souverain et une monarchie constitutionnelle depuis 1848. Le royaume comprend quatre territoires, un en Europe et trois dans les Caraïbes (Pays-Bas, Aruba, Curaçao et Saint-Martin). Le roi Willem-Alexander est monté sur le trône en 2013. Lors du séjour de la délégation aux Pays-Bas, il y a eu la huitième élection au Parlement européen.

L'année 2014 marque le 75^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et les Pays-Bas, et l'année 2015 marquera le 70^e anniversaire de la libération de l'occupation nazie en 1945. Le Canada et les Pays-Bas célèbreront ces anniversaires et leurs solides relations de personne à personne, ainsi que leur riche histoire militaire et royale. Il y a au Canada une communauté de diaspora de un million de Néerlandais. Les Pays-Bas et le Canada sont de proches partenaires bilatéraux en ce qui concerne le contre-terrorisme, la criminalité internationale et les cyber-menaces. Les Pays-Bas feront partie de l'Accord économique et commercial global (AECG) du Canada et de l'Union européenne.

Réunions – Pays-Bas

Durant leur visite au Pays-Bas, le président et la délégation sénatoriale ont rencontré Mme Geert ten Dam, présidente du conseil de l'éducation des Pays-Bas; le professeur Frank A. van der Duyn Schouten, Rector Magnificus, Vrije Universiteit Amsterdam; M. Adrie van de Rest, secrétaire du conseil de l'éducation des Pays-Bas; Son Excellence Ankie Broekers-Knol, présidente du Sénat du Royaume des Pays-Bas; M. Wopke Hoekstra, sénateur, et M. Rene Leegte, député; M. Frans van Keulen, directeur des relations extérieures, Administration du port de Rotterdam; le professeur Alex Geer Castermans, le professeur Ton Liefwaard, la professeure Titia Loenen, le professeur Pablo Mendes de Leon, M. Gelijk Molier et Mme Machteld Zee de l'Université de Leiden; Mme Garance Reus-Deelder, directrice générale, M. Jan Erik Dubbleman, directeur des projets d'éducation, et Mme Julie Couture, Projet canadien, de la Maison Anne Frank; ainsi que l'ambassadeur James Lambert.

Réunion avec Mme Geert ten Dam, présidente du conseil de l'éducation des Pays-Bas, le professeur Frank A. van der Duyn Schouten, Rector Magnificus, Vrije Universiteit Amsterdam, et M. Adrie van de Rest, secrétaire du conseil de l'éducation des Pays-Bas

Le président Kinsella et la délégation canadienne ont rencontré des membres du conseil de l'éducation des Pays-Bas. Mme ten Dam a fait le point sur l'expérience acquise aux Pays-Bas et sur les défis concernant l'enseignement supérieur et que la toute première priorité consiste à rehausser la qualité de l'enseignement de manière générale, de l'étape préscolaire jusqu'à l'université.

Le président a expliqué qu'il souhaite créer de nouvelles possibilités d'échanges entre les enseignants et les étudiants des Pays-Bas et du Canada, dans l'espoir qu'un plus grand nombre d'étudiants canadiens étudieront à l'étranger. Il a ajouté qu'il est crucial pour le Canada que des étudiants participent à de tels échanges, ne serait-ce que pour les aider à devenir des membres actifs de « l'académie mondiale ».

Le conseil a partagé quelques exemples de succès obtenus pour attirer des étudiants d'autres pays, par exemple en offrant 80 % des cours de la maîtrise en anglais de façon à être plus attrayant pour les étudiants étrangers et à faciliter leur venue aux Pays-Bas pour poursuivre leurs études. En outre, les universités néerlandaises offrent désormais plus de programmes généraux qui ne sont pas aussi spécifiques qu'autrefois, de façon à les rendre plus intéressants. Ils ont mentionné que l'on s'écarte de plus en plus des relations d'université à université étant donné que les étudiants possèdent aujourd'hui les outils nécessaires pour trouver eux-mêmes des informations sur les études aux Pays-Bas.

Le président a remercié les membres du conseil et conclut la réunion en disant espérer que le nombre d'étudiants canadiens participant à des échanges avec des pays tels que les Pays-Bas augmentera à l'avenir.

Réunion avec Son Excellence Ankie Broekers-Knol, présidente du Sénat du Royaume des Pays-Bas

La présidente Broekers-Knol a prononcé quelques mots de bienvenue en évoquant les solides liens historiques et les valeurs qui unissent les deux pays, et en rappelant qu'en 2014, on célèbre 75 années de relations bilatérales. Le président Kinsella a remercié la présidente Broekers-Knol de ses gracieuses remarques et a ajouté que les deux pays seront toujours des alliés et des amis très proches. Les deux présidents ont ensuite discuté de la situation constitutionnelle et des tendances actuelles dans les deux sénats, qui ont beaucoup en commun comme « chambres de réflexion ».

M. Hans Franken, vice-président de la Eerste Kamer, et M. Frank van Kappen, président du comité des affaires étrangères, de la défense et de la coopération pour le développement, ont vivement encouragé le Canada à continuer de participer aux échanges parlementaires internationaux, par exemple dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le président a répondu qu'il est à son avis extrêmement utile de faire preuve de solidarité avec des homologues en

difficulté, et que les pays devraient s'engager à appuyer les démocraties en danger. Il a par la suite indiqué le besoin de prendre en considération les contraintes budgétaires et a discuté des questions concernant les droits d'adhésion de certaines des associations parlementaires. Les participants néerlandais ont souligné la valeur particulière des échanges parlementaires bilatéraux entre le Canada et les Pays-Bas dans des domaines tels que les relations étrangères, étant donné la similitude de leurs vues sur les problèmes mondiaux. M. Van Kappen a ensuite abordé la question des risques communs auxquels seront confrontés des pays tels que le Canada et les Pays-Bas dans les années futures, par exemple en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement énergétique, la rareté de certaines ressources, la dégradation de l'environnement et les menaces émergentes. Le président a dit que les deux parties devraient envisager d'organiser des vidéoconférences pour discuter des affaires étrangères.

Une fois la réunion terminée, la présidente du Sénat a invité les participants à déjeuner et, à la fin du déjeuner, le président Kinsella a mentionné le Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires organisé par le Parlement du Canada, et a remis une lettre d'invitation à la présidente.

Réunion avec M. Wopke Hoekstra, sénateur, et M. Rene Leegte, député

Le président Kinsella s'est présenté et a présenté le sénateur Cowan, en soulignant que tous deux sont des sénateurs représentant la côte est du Canada, et qu'ils s'intéressent beaucoup aux industries portuaires. Il a fait un bref exposé sur l'infrastructure de la Porte de l'Atlantique et a expliqué comment les produits d'énergie canadiens pourraient être acheminés en Europe. Il a aussi offert quelques explications sur la manière dont les entreprises européennes pourraient avoir accès au cœur même du continent nord-américain au moyen des chemins de fer canadiens. Comme le sénateur Hoekstra et M. Leegte ont une expérience dans le secteur privé, tous deux ont fait preuve d'un très grand intérêt à l'égard des nombreuses possibilités commerciales.

Les deux parlementaires néerlandais ont abordé la question de la sécurité énergétique ainsi que des thèses des Pays-Bas sur les questions environnementales liées au carbone. Ils ont mentionné qu'il est tout à fait cohérent pour le gouvernement des Pays-Bas d'examiner différentes options d'approvisionnement du fait de la crise continue en Ukraine, et qu'ils continueront fort probablement à avoir besoin de combustibles fossiles dans l'avenir prévisible.

En ce qui concerne la Porte de l'Atlantique, ils ont mentionné que c'est le secteur privé qui prend les décisions sur la circulation des marchandises, en fonction de critères économiques, mais qu'ils ont pris bonne note de l'information fournie par le président Kinsella et s'en serviront pour sensibiliser leurs interlocuteurs. Tous deux ont proposé d'assurer un suivi en fournissant des points de contact utiles afin d'établir des connexions entre la Chambre de commerce des Pays-Bas et l'ambassade du Canada. Le président a remercié le sénateur Hoekstra et M. Leegte de leur accueil et de leur précieuse contribution.

Réunion avec M. Frans van Keulen, directeur des relations extérieures, Administration du port de Rotterdam

À leur arrivée dans les locaux de l'Administration du port de Rotterdam, le président Kinsella et le sénateur Cowan ont été présentés à M. Paul R.J.M. Smits, directeur général des finances. Le président a brièvement mentionné les nombreux avantages du recours aux ports canadiens plutôt qu'aux ports américains pour avoir accès au cœur du continent nord-américain, ainsi que l'importance de solides relations entre les deux pays.

M. van Keulen a donné un bref aperçu du port de Rotterdam en expliquant qu'il s'agit du plus grand port d'Europe, qui voit passer 420 millions de tonnes de marchandises chaque année, et que c'est une porte d'entrée importante de marchandises canadiennes. Il a également expliqué que le port est équipé d'un chemin de fer de marchandises intérieur reliant tous les terminaux de conteneurs.

Après cette séance d'information, M. Van Keulen a offert à ses invités une visite explicative de l'infrastructure portuaire, ce qui lui a permis d'en démontrer l'échelle, la dimension et le niveau élevé de sécurité conjugué à son ouverture et à la possibilité de s'y déplacer librement, ainsi que son inventivité. Après cette visite, le président a remercié M. Van Keulen de son accueil et a conclu en déclarant que le niveau d'organisation du port de Rotterdam constitue en réalité une « pratique exemplaire » dans ce domaine.

Réunion avec le professeur Alex Geer Castermans, le professeur Ton Liefwaard, la professeure Titia Loenen, le professeur Pablo Mendes de Leon, M. Gelijm Molier et M^{me} Machteld Zee de l'Université de Leiden

Le président Kinsella et la délégation canadienne ont été invités à déjeuner avec cinq membres du corps professoral et une étudiante de l'Université de Leiden où il a évoqué l'importance de participer à « l'académie mondiale ». Le président Kinsella a énoncé plusieurs domaines dans lesquels l'Université de Leiden pourrait envisager des partenariats, par exemple avec le centre canadien d'excellence spécialisé en droits humains et en études internationales. Certains des professeurs ont manifesté de l'intérêt à recueillir de l'information sur les chaires financées au Canada qui pourraient être intéressées à offrir des périodes sabbatiques.

Le président et ses hôtes ont eu l'occasion de discuter de questions telles que les droits des enfants, la diversité religieuse et les droits des femmes.

Réunion avec M^{me} Garance Reus-Deelder, directrice générale, M. Jan Erik Dubbleman, directeur des projets d'éducation, et M^{me} Julie Couture, Projet canadien, Maison Anne Frank

Le président Kinsella et la délégation canadienne ont reçu un exposé de M^{me} Garance Reus-Deelder, directrice générale, de M. Jan Erik Dubbleman, directeur des projets d'éducation, et de M^{me} Julie Couture, spécialiste en éducation canadienne, sur le programme international du musée, mettant spécialement l'accent sur le Canada.

Comme la Maison Anne Frank souhaite étendre son influence au Canada par l'éducation des jeunes de pair à pair, le président a offert d'identifier des contacts utiles dans certaines des institutions canadiennes de droits de la personne et certains centres de mémoire de l'Holocauste dans des régions où la Maison Anne Frank n'a pas encore eu l'occasion d'être active.

Après l'exposé, M. Dubbleman a proposé une visite de la Maison Anne Frank à la délégation canadienne.

Remerciements

Les membres de la délégation canadienne tiennent à remercier le personnel du Haut-Commissariat du Canada à Londres, notamment M^{me} Gillian Licari, chef de l'unité des visites de VIP et agent politique, et M^{me} Dominique Lizé-Beaulieu, coordonnatrice des visites.

Ils tiennent à remercier M. James Lambert, ambassadeur du Canada aux Pays-Bas, et tout le personnel de l'ambassade, notamment M^{me} Ann Flanagan Whalen, conseillère, et M. Nicolas Sabourin, conseiller, pour leur organisation remarquable de ce voyage aux Pays-Bas.

Ils souhaitent enfin remercier le ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada ainsi que la Bibliothèque du Parlement pour la documentation préparée en vue de cette visite.

Respectueusement soumis,

Le président du Sénat,
L'honorable Noël A. Kinsella

Dépenses de voyage

Visite de l'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, et d'une délégation parlementaire, Angleterre et Pays de Galles, Royaume-Uni; Pays-Bas.

DÉPLACEMENTS	34 725,86 \$
HÉBERGEMENT	14 630,50 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	5 880,02 \$
PROTOCOLE	2 832,69 \$
FRAIS DIVERS	0 \$
TOTAL	58 069,07 \$